

TRADUCTION CERTIFIÉE
d'un document rédigé en langue suédoise



À la cour administrative suprême (HFD) avec une demande de décision plénière

En anglais: To EU-Commission DG Justice: Formal Notice on Sweden's systematic breach of GDPR, annexe /-how the breach of Regulation nr 1393/2007 without communicating to the person inquired. Read annex 14 by EU-court's Judge Öberg: Authorities' unappealable Missives by 12 Chapitre 1- 2§§. de la Constitution suédoise RF.

À l'Autorité des Données Protégées, au RZSJ Strategischeondersteuning, jennifer.oberwoits@minfin.fed.be et au nouveau Comité du 20/11/2025 « **Réforme urgente du régime juridique de la copropriété de protéger efficacement les copropriétaires** », annexe ./. contre la violation systématique du RGPD, les fraudes et l'erreur de mutation du 21/12/1994 de la Rue De Mot 18-20-22 sur la parcelle 427/y2 par le receveur de l'État - après l'acquisition du 25/10/1994 de la maison et terrain de Mme Bergling niée la subrogation selon le vendeur Van Lint-Nebel

Partie requérante : LL.M. Yannike Bergling /561025-0200*/ juriste à la retraite employée à vie à la Commission européenne, avec Données personnelles protégées à **caractère transfrontalier** à partir de l'année 2002 en Suède, **le 28/11/2008, décision du Procureur du Roi de Belgique, de la Police pénale fédérale et du juge d'instruction**, en 2012 à Malte, en 2014 en Finlande, le 29/12/2013 désinscrite du registre suédois de la population par « Skatteverket » [*centre des finances publiques suédois*] (SKV), et le 24/09/2024 « Mémoire A de la partie classé confidentiel » par le tribunal administratif dans le jugement de Stockholm dans l'affaire n° 15961-24 **OSL, subordonné à l'article 10 du RGPD et à la directive 95/46/CE**, Données personnelles protégées par SKV sur le site « www.verksamst.se »**, annexes A-E, yannikebergling@gmail.com

Partie adverse : Länsstyrelsen i Stockholms län [*Autorité administrative du comté de Stockholm*], Regeringsgatan 66, S-104 22 Stockholm

L'affaire : Contrôle juridictionnel de légalité d'une décision dite normative **non susceptible d'appel** dans une affaire individuelle relative à l'abus de fonction officielle protégée par un décret gouvernemental, à travers l'**Instruction du Conseil administratif du comté**, ordonnance (2017:868) et **Décret gouvernemental** (2007:515), qui régit les attributions, la direction, la gestion des dossiers et les finances, complétée par des **autorisations de dépense** annuelles du gouvernement qui a mené à la perte d'un appartement A0 avec jardin, 600 000 €, meubles et 6 ans de loyers 1 200 € par mois

Fondement légal et jurisprudence :

Jugement de la Cour européenne des droits de l'homme du 27/10/1987 *Pudas c. Suède*, Affaire n° 10426/83, loi abrogée (1988:205) sur le contrôle juridictionnel de légalité de certaines décisions administratives de la loi (2006:304) sur le réexamen de certaines décisions gouvernementales, le Chapitre 12:1-2 §§ de la Constitution (RF) relatifs aux missives **non susceptibles de recours** émanant de toutes les autorités, le RGPD (2016:679), ainsi que l'article 19 TUE sur le droit à un recours effectif, font défaut dans les *soi-disant* décisions normatives du gouvernement, dans les lois et dans les Constitutions.

Le 29 janvier 2026, projet de loi soumis au Conseil Juridique à la suite du rapport SOU 2025:25 concernant les sanctions pour faute professionnelle.

A. Demandes

1. Le requérant sollicite, sur la base de l'extrait du 3 avril 2019 DÉPOURVU de toute mention de jugements ou dettes belges dans le "Registre National/BIS", annexe F : FED NOT, la reconnaissance de sa qualité pour agir dans la procédure de contrôle juridictionnel n° 4, sous la loi (2006 :304) pour les décisions du gouvernement et non l'application d'un *prétendu* "rejet d'une jeune juge « fiscale »" Dossier HFD 2025/430 abrogé et-versé comme final au registre administratif ni par les 14 conseillers de justice contre « Länsstyrelsen » à Stockholm [*Autorité administrative du comté de Stockholm*] :
A) Des fautes graves dans l'exercice de l'autorité publique ou l'abus intentionnel de position officielle au travers de plusieurs courriels adressés par M. Khalid Belquaid au "SDS" à Bruxelles, en contradiction avec le certificat standard prévu par le règlement (CE) n° 1393/2007 relatif à la demande d'assistance pour la signification d'actes émanant d'une autorité étrangère, en l'occurrence de Belgique;

B) Violation intentionnelle des mesures de sécurité du plaignant prévues à l'article 10 du RGPD en tant que victime ; en ne confirmant ni 25 ans de mesures de protection à « Skatteverket » [centre des finances publiques suédois] ni à la profession demandée ;

C) Certificats de naissance suédois avec **une boîte incorrecte auprès de la société de boîtes aux lettres Brevia en faillite en 2018 étaient annexés au formulaire standardisé UE-27** ; ces 3 violations ci-dessus ont directement affecté la perte de l'émigrée de l'appartement A0 rue Demot 18-20-22, 1040 Bruxelles pour une valeur de 600 000 €, des meubles anciens inscrits dans un contrat enregistré auprès du Ministre fédéral MINFIN et 6 ans de revenus locatifs d'une retraitée de l'UE.

Pourquoi « Länsstyrelsen » à Stockholm [Autorité administrative du comté de Stockholm] a-t-elle refusé d'émettre les mesures de sécurité de la personne concernée à la Belgique conformément au décret (2017:868), annexe 1 : 26/5/2022, et le décret relatif à une autorité administrative (2007:515), annexe 2 ?

Selon la demande du 08/06/2018 de l'huissier de justice Van Schnell, employé par « SDS », annexe 3 d'une traduction officielle **du 04/02/2026** par la plaignante, le numéro de référence 2147-35453-2018, a été publiée à propos de Yannike Bergling, annexe 3 B : le 18/11/2025, l'e-mail du Registraire sans n° de référence et lettre avec n° de référence, concernant le mensonge suivant :

Le 09/07/2018, Belquaid a envoyé par e-mail à « SDS » des informations personnelles supplémentaires inutiles en suédois à propos de : « **Émigré(e) : 29/12/2013, adresse à l'étranger : Box 397, 11479 Stockholm** », annexe 4, SANS PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES DE PERSONNE PROTÉGÉE, en violation de : a) le 01/05/2026 attestation de la chambre des faillites du tribunal de district de Stockholm [« *Stockholms tingsrätt* »] le 13/12/2018, de la faillite de Brevia Mail AB et la boîte aux lettres 397, 1321 et autres avaient cessées d'exister, annexe 5 ; b) Attestation du 07/09/2018 selon le Règlement européen n° 1393/2007, annexe 6 : [En anglais] :

"15.2. Addressee cannot be located, 15.4. The addressee no longer resides in Sweden. Please see enclosed document" [Le destinataire ne peut être localisé, 15,4. Le destinataire ne réside plus en Suède. Veuillez consulter le document ci-joint] ;

2. Le requérant sollicite le renvoi de l'affaire au gouvernement afin de procéder à la rectification du règlement gouvernemental SFS (2022:568) portant instructions aux tribunaux administratifs de première instance, qui n'ont pas mis en œuvre les droits et obligations de caractère civil garantis par l'article 6 § 1 de la Convention européenne des droits de l'homme, ni la loi (2006:340) relative au contrôle juridictionnel de certaines décisions gouvernementales. Ces deux demeurent dépourvus des garanties prévues à l'article 19 TUE concernant le droit à un recours effectif, ainsi que de l'article 14 de la CEDH prohibant toute discrimination fondée sur "toute autre situation", y compris la protection assurée par le RGPD.

3. La personne oubliée (et dissimulée ?) sans droit à la révision devant la Cour suprême dans une procédure pénale (tentative d'homicide) **sans délai de prescription**, demande qu'une décision préjudicielle obligatoire soit adressée à la Cour de justice de l'Union européenne, conformément à l'arrêt du 15 octobre 2024, *Kubera c. Slovanie*, C-144/23, respecté par les autres États membres :

a) La victime est-elle soumise à des mesures de sécurité **transfrontalières** en vertu de l'article 10 du RGPD ?

b) Garantit-on des décisions normatives **prétendument insusceptibles de recours** ainsi que l'exercice du pouvoir exécutif au titre des principes d'indépendance et d'obéissance prévus aux Chapitres 12:1-2 de la Constitution (RF), de sorte que les agents de l'autorité départementale « Länsstyrelsen », même en cas d'intention dolosive, se trouvent protégés — comme l'a suggéré un article de *Dagens Nyheter* dépourvu de toute référence à la Constitution — par le juge suédois Öberg siégeant à la Cour de justice de l'Union européenne, annexe 14 ?

c) L'interdiction de la discrimination fondée sur « autre statut » relève-t-elle des mesures de protection de 25 ans dans divers états de l'UE, et la protection des mesures de sécurité d'une victime d'un crime selon article 10 du RGPD ?



4. La personne concernée - affectée par une faute intentionnelle dans l'exercice de fonctions publiques dans un e-mail *due* à un extrait de l'état civil/acte de naissance suédois erroné qui n'est JAMAIS joint au certificat standard du Règlement européen n° 1393/2007 sur la signification à la « SDS » et la violation grave de l'article 10 du RGPD - demande une audience orale d'une décision *dite* normative **non susceptible de recours** en violation du jugement de la Cour européenne des droits de l'homme et de *Lex Pudas* (1988:205) abrogé par la loi (2006:304) sur certaines décisions gouvernementales. Le mécanisme de contrôle juridictionnel constitue aujourd'hui une garantie insuffisante du droit à un procès équitable et du droit à un recours effectif, dès lors que l'"exercice de l'autorité publique" par l'autorité départementale « Länsstyrelsen » est protégé par des règlements contraires à la CEDH, au droit de l'UE et à la Charte des droits fondamentaux de l'UE.

B. Faits juridiques supplémentaires concernant la Belgique

En Suède, tous les huissiers sont employés par l'État. En Belgique, il s'agit d'avocats privés à but lucratif élevé, ce qui explique pourquoi le "SDS", Sacré, Sacré, De Smet, 3, avenue de Jette, B-1081 Koekelberg, ainsi que Forseti Lex, n'ont jamais signifié au propriétaire de A0 la fraude soigneusement planifiée suivante:

A) Le 26/12/2018, la juge DELHOUT a fabriqué **un jugement secret** dans RG 2018/5904 /A d'une **valeur de 37 912,90 €** en faveur de l'avocat flamand Holslag, en 2017 nouveau copropriétaire de notre maison Art déco a été automatiquement formé le 07/06/2010 à la coopérative/association de copropriétaires ACP lors de la vente de l'appelant à la copropriétaire n° 3, Mme Picheny dans le lot A2 par le SPF MINFIN, annexe 7 : SDS. « N'a JAMAIS signifié deux audiences différentes pour obtenir le droit de comparaître, voir le jugement du 09/10/2018.

Yannike Bergling n'a JAMAIS été signifiée *en raison de* mesures de sécurité **transfrontalières** (annexes A-E).

B) Le 17/6/2019, un **jugement secret** a été rendu dans RG 19/1516/B par le juge d'exécution CNOP - en consultation entre le notaire d'Hennezel, l'avocat Verbraken et 7 locataires de 15 boxes de stationnement rue Demot 18, annexe 8, sur la base d'une fraude commise par le Receveur le 21/12/1994. Le jugement de la Cour d'appel du 06/10/2017 contre Yannike Bergling et sa société SA Incorpore dans l'affaire n° 2016AR718 n'a pas non plus été signifié, annexes 9 A, B, C : retour du jugement dans 2 lettres LRAR, annexe D : L'acte indiquait son adresse rue Demot 18-20-22. Le jugement précédent du 27/11/2015 RG 11/5214/A était fondé sur une plainte erronée intentée par l'avocat Verbraken CEW Law et 3 huissiers de Forseti contre les 4 appartements et 3 copropriétaires de la maison Art Déco.

La juge CNOP a « échangé » le jugement erroné contre l'ensemble de la propriété de A0/jardin + rue Demot 18.

Yannike Bergling n'a JAMAIS été signifiée *en raison de* mesures de sécurité **transfrontalières** (annexes A-E).

C) Le 27/11/2019, la notaire d'Hennezel a procédé une **vente forcée secrète sur BIDDIT** du A0 semi-meublé avec jardin sur Internet, « servie » par l'affiche BIDDIT sur la maison c/ le président Hennert qui n'a pas signé de procuration pour résilier le contrat de 6 ans.

BIDDIT de **437 156,48 €** a été distribué le 29/07/2020 en vertu de la loi (« PV d'ordre ») dont les pages doubles publiques de 7 à 13 (« rôles ») sont encore refusées au propriétaire, à son avocat et au MINFIN.

Yannike Bergling n'a pas été informé du BIDDIT *en raison des* mesures de sécurité **transfrontalières** (annexes A-E).

D) Le 11/12/2024, un MEA CULPA de **185 520 €** pour A0 de Forseti à la plaignante, annexe 10, après que le juge d'instruction a publié les 2 « *Plaintes avec constitution de la partie civile* ».

Les 13 et 20/01/2026, l'autorité belge du RGPD a rejeté ces 2 plaintes. Ni le RGPD ni **Protection of Property [protection des biens]** n'ont été appliqués aux mesures de sécurité **transfrontalières**.

Le 13/02/2025, l'assignation de « SDS » par l'avocat Holslag a été trouvée,

annexe 11 : « recensement écrit SE-11479 Stockholm P.O. Box 1321 » et P.O. 397 SE-114 79 dans le jugement, dans l'Acte du jugement, dans l'acte commandé en janvier 2025, annexe 12 : mensonges par les avocats Holslag, Poelman et Marinov - pour de mauvaise foi réduire le prix de vente de Holslag de 262 500 € le 06/04/2017 du A1 meublée, annexe 13.



C. En résumé

La loi (1988:205) sur le contrôle juridictionnel de certaines décisions administratives rendue par le jugement de la Cour européenne des droits de l'homme le 27/10/1987 Pudas c. Suède, abrogée pour empêcher le contrôle judiciaire des citoyens émigrés « devrait être signifié par la police suédoise », était-elle en violation du certificat européen suédois délivré ? Pendant de nombreuses années, la Suède a été critiquée pour le fait que les décisions administratives et gouvernementales concernant les droits ou obligations civils d'une personne ne pouvaient être soumis à un contrôle juridictionnel autrement que par une procédure de révision.

L'institution de contrôle juridictionnel en vertu de l'article 1 de la loi (2006:304) sur le contrôle judiciaire de certaines décisions gouvernementales inclut les droits ou obligations civils de l'individu en vertu de l'article 6(1) de la Convention européenne pour la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) du 04/11/1950, mais cette loi ne comporte toujours pas les ajouts suivants du « Riksdag » [parlement suédois] :

en partie l'article 19 du TUE, sur l'indépendance des tribunaux, vise à garantir une protection judiciaire efficace pour tous ;

en partie l'article 13 de la CEDH sur les recours juridiques efficaces contre les *décisions normatives* du gouvernement non susceptibles de recours ;

en partie, l'article 14 de la CEDH sur l'interdiction de la discrimination fondée sur « toute chose telle que la race, la couleur, la langue, la religion, l'opinion politique ou autre, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la propriété, la naissance ou autre statut », qui manque à la plaignante par mesures de précaution, l'article 10 du RGPD. Un domicile tenu secret est victime de calomnies par certains acteurs du "Système judiciaire suédois".

La décision de la Cour administrative suprême sur le contrôle juridictionnel n°4 doit contenir la CONTREPARTIE et le contrôle judiciaire en cours, l'interprétation pure de la loi, le contrôle de l'évaluation factuelle et l'évaluation des preuves conformément aux exigences d'objectivité, d'impartialité et d'égalité devant la loi, le Règlement européen n° 1393/2007 et l'article 10 du RGPD.

Barcelone le 02/07/2026

LL.M. Yannike Bergling PN 127956 voir www.ACPdemot.eu

Liste des pièces jointes :

- | | |
|------------|--|
| Annexe ./. | 20/11/2025, nouvelle loi ACP belge en 2025 : « Réforme urgente du régime juridique de la copropriété de protéger efficacement les copropriétaires » |
| Annexe./. | INF/2022/2022 Avis officiel à la Suède concernant la violation systématique du RGPD |
| Annexe A | 28/11/2008, Procureur du Roi de Belgique et Police pénale fédérale |
| Annexe B | En 2005, le neurologue de l'hôpital Karolinska a parlé de l'infraction du médecin Österholm |
| Annexe C | 29/12/2013, missives non susceptibles de recours de SKV et la radiation du registre de la population/état civil |
| Annexe D | 24/09/2024, mémoire A présenté par une partie, jugement du tribunal administratif de Stockholm dans l'affaire 15961-24 |
| Annexe E | 27/01/2026, Protection des données personnelles d'une personne protégée sur www.verksamst.se |
| Annexe F | 04/03/2019, acte de naissance de la FEDNOT belge, « Société » des notaires BEL |
| Annexe 1 | Règlement gouvernemental (2017:868) avec des instructions pour les tribunaux administratifs |
| Annexe 2 | Règlement gouvernemental suédois relatif aux autorités administratives (2007:515) |
| Annexe 3 A | 08/06/2018, Demande d'assistance pour la signification de l'huissier belge « SDS » |
| Annexe 3 B | 18/11/2025, Länsstyrelsen Stockholm e-mail par le Registraire SANS NOM |
| Annexe 4 | 07/09/2018, acte de naissance/extrait état civil suédois d'émigrée 29/12/2013 |
| Annexe 5 | 01/05/2026, Preuve de faillite des boîtes aux lettres 397, 1321 ainsi de suite par le « Stockholms tingsrätt » [tribunal de district de Stockholm] |



Annexe 6	07/09/2018, Certificat de l'UE de Länsstyrelsen Stockholm avec signature et tampon
Annexe 7	26/12/2018, Jugement RG 2018/5904/A sur le don 37 912 € à l'avocat Holslag
Annexe 8	17/06/2019, Jugement RG 19/5216/B par le juge, notaire, loi CEW et 15 boxes de stationnement
Annexe 9 A	06/10/2017, Retour du jugement 2016AR718 à la Cour d'appel de Bruxelles
Annexe 9 B	27/11/2015, Jugement RG 11/5214/A a été signifié : Box 15 rue De Mot 18 pour 20 000 €
Annexe 9 C	06/10/2016, Retour de la lettre LRAR Bergling-INCORPORA SA en liquidation volontaire
Annexe 9 D	Acte de la Cour d'appel sur les erreurs de procédure concernant « <i>Parcelle 427/Y2 à la rue Demot 18/20/22</i> »
Annexe 10	12/11/2024, MEA CULPA 185 520 € de 3 huissiers à Forseti Lex
Annexe 11	21/09/2018, procès « SDS » avec 2 n° de boxes de stationnement inexistants
Annexe 12	12/02/2025, Acte RG 18/5904/A payé et divulgué par la Cour de justice
Annexe 13	06/04/2017, Acte de vente de l'appartement A1 par l'avocat Holslag chez le notaire
Annexe 14	25/07/2023, DN debatt [journal] par Le juge Öberg de la Cour de justice de l'UE <u>sans référence à la RF</u>

*aa+mm+jj de naissance + n° d'identifiant

**Verksamst.se est un portail officiel suédois qui centralise les informations et démarches administratives liées à la création, la gestion et la cessation d'activité d'une entreprise en Suède.



Markéta Riu, expert traducteur en langue suédoise près la cour d'appel de Rouen
 Traduction effectuée au vu de l'original | de la copie certifiée conforme
 de la photocopie simple | de la copie scannée qui m'a été présenté(e),
 visée *ne varietur*, sous le numéro *19/2026* Ce jour, le *18/02/2026*
 Une copie du document source est agrafée à cette traduction.

Markéta Riu



Till Högsta förvaltningsdomstolen (HFD) med begäran för plenumavgörande
Till IMY, DO och JO för parallella Klagomål och den 3/7/2026 till svensk åklagare, bil ./.

To EU-Commission DG Justice: Formal Notice on Sweden's systematic breach of GDPR, bil ./.
now the breach of Regulation nr 1393/2007 without communicating to the person inquired.
Read annex 14 by EU-court's Judge Öberg: Authorities' unappealable Missives by RF Ch. 12.

À l'Autorité des Données Protégées, au RZSJ Strategischeondersteuning, jennifer.oberwoits@
minfin.fed.be et au nouveau Comité du 20/11/2025 « Réforme urgente du régime juridique
de la copropriété de protéger efficacement les copropriétaires », bil ./. contre la violation
systématique du RGPD, les fraudes et l'erreur de mutation du 21/12/1994 de la Rue De Mot
18-20-22 sur la parcelle 427/y2 par le receveur de l'État - après l'acquisition du 25/10/1994
de la maison et terrain de Mme Bergling née la subrogation selon le vendeur Van Lint-Nebel

Klagande: Jur. kand. Yannike Bergling /561025-0200/ pensionerad jurist livstidsanställd
på EU-kommissionen, med **gränsöverskridande** Personuppgift Skyddad *fr o m*
år 2002 i Sverige, **den 28/11/2008 beslut av Belgiens riksåklagare, Federala**
Kriminalpolisen och Rannsakningsdomare, år 2012 Malta, år 2014 i Finland,
den 29/12/2013 avregistrerad i svensk folkbokföring av Skatteverket (SKV),
och den 24/9/2024 "Partsinlaga A sekretessmarkerad" av Förvaltningsrättens
i Stockholm dom i mål nr 15961-24 under **OSL, underordnad artikel 10 GDPR**
och direktiv 95/46/EG, Personuppgift Skyddad hos SKV verksamt.se, bil A-E,
yannikebergling@gmail.com

Motpart: Länsstyrelsen i Stockholms län, Regeringsgatan 66, S-104 22 Stockholm

Saken: Rättsprövning av **oöverklagbart** s k normbeslut i enskilda fallet i förhållande
till missbruk av offentlig ställning skyddad av regeringens förordning, genom
länsstyrelseinstruktion, förordning (2017:868) och **myndighetsförordning**
(2007:515), som reglerar uppdrag, ledning, ärendehantering och ekonomi,
kompletterat med årliga **regleringsbrev** från regeringen ledde till en förlorad
lägenhet A0 med trädgård 600 000 €, möbler och 6 års hyror 1 200 €/månad

Lagrum och Europadomstolen dom den 27/10/1987 *Pudas v. Sverige*, mål nr 10426/83,
praxis: upphävd lag (1988:205) om rättsprövning av vissa förvaltningsbeslut av lag
(2006:304) om rättsprövning av vissa regeringsbeslut, RF 12 kap. 1-2 §§ om
alla myndigheters **oöverklagbara** Missiv, GDPR (2016:679), artikel 19 FEU om
effektiva rättsmedel saknas i regeringens s k normbeslut, lag och grundlagar.
Den 2/2/2026, kom lagrådsremissen av SOU 2025:25 om straff för tjänstefel.

A. Yrkanden

1. Den klagande yrkar, med stöd av utdrag den 3/4/2019 UTAN belgiska domar och skulder
i "Registre National/BIS", bil F: FED NOT, att beviljas talerätt för rättsprövning nr 4 och inte
"fiskal-avvisning" HFD 2025/430 som ett slutligt och oöverklagbart beslut sänd till
Administrativa Diariet utan beslut av 1 av 14 justitieråden hos HFD, om Länsstyrelsens i
Stockholm: A) Grova tjänstefel i myndighetsutövning eller uppsåtligt missbruk av offentlig



ställning i flera e-post av Khalid Belquaid till "SDS" i Bryssel, som stred mot dennes standard Intyg av EU-förordning nr 1393/2007 om Ansökan från utländsk myndighet om bistånd med delgivning från Belgien;

B) Uppsåtlig kränkning av klagandens säkerhetsåtgärder i artikel 10 GDPR som brottsoffer, genom att varken bekräfta 25 års skyddsåtgärder hos Skatteverket eller efterfrågat yrke;

C) Svenska personbevis med **felaktig box hos boxföretaget Brevia i konkurs år 2018 bilades EU-27:s standardiserad blankett**; vilka 3 ovanstående brott direkt inverkade på Utvandrats förlust av lägenhet A0 på Rue Demot 18-20-22, 1040 Bryssel till värdet av 600 000 €, listade antika möbler i registrerat kontrakt hos MINFIN och 6 års hyresintäkter av en EU-pensionär.

Varför vägrade Länsstyrelsen Stockholm att utge den berördas säkerhetsåtgärder till Belgien enligt förordning (2017:868), bil 1: 26/5/2022, och myndighetsförordning (2007:515), bil 2?

Enligt förfrågan den 6/8/2018 av kronofogde Van Schnell anställd hos "SDS", bil 3 A officiell översättning 4/2/2026 av klaganden, lades Dnr 2147-35453-2018 upp om Yannike Bergling, bil 3 B: den 18/11/2025 Registrators e-post utan Dnr och brev med Dnr, över följande lögn: Den 7/9/2018, e-postade Belquaid till "SDS" onödigt extra personinformation på svenska om: "**Utvandrat: 29/12/2013, Utlandsadress: Box 397, 11479 Stockholm**", bil 4, UTAN PERSONUPPGIFT SKYDDAD, i strid mot: a) den 5/1/2026 intyg Stockholms tingsrätt konkursavdelning den 13/12/2018 gick Brevia Mail AB i konkurs, varav box 397, 1321 m.fl. upphörde, bil 5; b) Intyg den 7/9/2018 under EU förordning nr 1393/2007, bil 6: "15.2. Addressée cannot be located, 15.4. The addressee no longer resides in Sweden. Please see enclosed document";

2. Den klagande hemställer om återförvisning till regeringen för korrigerande av regeringens förordning SFS (2022:568) med instruktion för Länsrätter, som inte har implementerat civila rättigheter eller skyldigheter enligt artikel 6.1 Europakonventionen, som lag (2006:340) om rättsprövning för vissa regeringsbeslut. Bägge saknar artikel 19 FEU om effektiva rättsmedel och artikel 14 EKMR förbud mot diskriminering av "annan omständighet" - skyddet av GDPR.

3. Den G(l)ömda, utan rätt till resning hos Högsta domstolen av grovt brottmålet **utan preskriptionstid**, yrkar att obligatoriskt förhandsavgörande inhämtas från EU-domstolen enligt dom 15/10/2024 *Kubera v. Slovenien C-144/23*, övriga medlemsstater respekterar: a) Omfattas brottsoffret av **gränsöverskridande** säkerhetsåtgärder under artikel 10 GDPR? b) Garanterar **oöverklagbart** s k normbeslut och verkställande makt " i Självständighets- och Lydnadsprincip" enligt RF 12 kap. 1-2 §§ att Länsstyrelsens handläggare med ont uppsåt skyddas enligt artikel i DN utan RF ref av svenske domare Ulf Öberg i EU-domstolen, bil 14? c) Faller diskrimineringsförbudet av "annan ställning" under 25 års skyddsåtgärder i olika EU-medlemsstater och skyddet av ett brottsoffers säkerhetsåtgärder under artikel 10 GDPR?

4. Den berörda yrkar - drabbad av grovt tjänstebrott i e-post översänt den 18/11/2025 och ett felaktigt Personbevis på svenska som ALDRIG biläggs standardintyg enligt EU-förordning nr 1393/2007 och onödigt kommunikation med "SDS", i strid mot EU-Intyg om delgivning och uppsåtlig kränkning artikel 10 GDPR förordning - om muntlig förhandling av **oöverklagbart** s k normbeslut i strid mot Europadomstolens dom och *Lex Pudas* (1988:205) upphävd av lag (2006:304) om vissa regeringsbeslut. Rättsprövningsinstitut är idag en otillräcklig ventil



för rätt till en rättvis rättegång och effektiva rättsmedel mot Länsstyrelsens "myndighetsutövning" i epost i skydd av förordningar som stred mot EKMR, EU-rätten och EU-stadgan.

B. Kompletterande rättsfakta om Belgien

I Sverige är alla kronofogdar anställda av staten. I Belgien är de privata advokater med högt vinstsyfte, som förklarar varför "SDS", Sacré, Sacré, De Smet, 3, Avenue de Jette, B-1081 Koekelberg och Forseti lex aldrig delgav ägaren av A0 följande noga planerade bedrägeri:

A) Den 26/12/2018, fabricerade domaren DELHOUT en **hemlig dom** i RG 2018/5904/A om **37 912,90 €** till förmån för flamländsk advokat Holslag, år 2017 ny delägare i vårt Art Deco hus automatiskt bildat den 6/7/2010 till en andelsförening vid klagandens försäljning till delägare nr 3 fru Picheny av Finansministeriet SPF MINFIN, bil 7: SDS" delgav ALDRIG 2 olika domstolsförhandlingar för inställelser, se dom den 9/10/2018. Yannike Bergling delgavs ALDRIG *p g a gränsöverskridande* säkerhetsåtgärder (bil A-E).

B) Den 17/6/2019, meddelades en **hemlig dom** i RG 19/1516/B av utmättningsdomaren CNOP - i samråd mellan notarie d'Hennezel, advokat Verbraken och 7 hyresgästers 15 boxar på Rue Demot 18, bil 8, baserad på bedrägeri av réceveur den 21/12/1994. Hovrättens dom den 6/10/2017 mot Yannike Bergling och hennes SA Incorpore i mål nr 2016AR718 delgavs inte heller, bil 9 A, B, C: retur av dom i 2 REK brev, bil D: Akten påvisade hennes adress Rue Demot 18-20-22. Den föregående dom den 27/11/2015 i RG 11/5214/A hade baserats på felaktig stämningensansökan av advokat Verbraken CEW law och kronofogdar Forseti mot Art Deco husets 4 lägenheter och 3 delägare. **Domare CNOP "bytte" felaktig dom om hela fastigheten till A0/trädgård + Rue Demot 18.** Yannike Bergling delgavs ALDRIG *p g a gränsöverskridande* säkerhetsåtgärder (bil A-E).

C) Den 27/11/2019, iscensatte notarie d'Hennezel **hemlig BIDDIT** exekutiv försäljning av halvmöblerad A0 med trädgård på internet, "delgiven" av BIDDIT affisch på huset v. förstainstansens President Hennert inte signerat fullmakt att avsluta 6 årskontrakt. BIDDIT om **437,156,48 €** utdelades den 29/7/2020 enligt Akt ("PV d'ordre") vars 7-13 offentliga dubbelsidor ("rôles") fortfarande nekas ägaren, hennes adv. och MINFIN. Yannike Bergling delgavs inte BIDDIT *p g a gränsöverskridande* säkerhetsåtgärder (bil A-E).

D) Den 12/11/2024, MEA CULPA om **185 520 €** för A0 av Forseti till den klagande, bil 10, efter Rannsaktionsdomaren lagt upp 2 "*Plaintes avec constitution de la partie civile*". Den 13 och 20/1/2026, avtog Belgiens GDPR-myndighet och tillämpade inte GDPR eller **Protection of Property** vid bevisliga **gränsöverskridande** säkerhetsåtgärder.

Den 13/2/2025, hittades kronofogdens "SDS" stämningensansökan ("citation") hos domstolen, bil 11: "mantalsskriven SE-11479 Stockholm P.O. Box 1321" och P.O. 397 SE-114 79 i dom, i Akt beställd i januari 2025, bil 12: lögnar av advokater Holslag, Poelman och Marinov - för att i ond tro nedsätta Holslags köpeskilling 262 500 € den 6/4/2017 av möblerad A1, bil 13.

C. In sum

Upphävdes lag (1988:205) om rättsprövning av vissa förvaltningsbeslut instiftad av dom i Europadomstolen den 27/10/1987, Pudas v. Sverige, för att omintetgöra rättsprövning av



utvandrad medborgare skulle delges av svensk Polis, i strid mot utfärdat svenskt EU-Intyg?
 Under många år kritiserades Sverige för att förvaltnings- och regeringsbeslut om en persons civila rättigheter eller skyldigheter inte kunde domstolsprövas på annat sätt än i en resning.

Rättsprövningsinstitutet enligt 1 § i lag (2006:304) om rättsprövning av vissa regeringsbeslut innefattar den enskildes civila rättigheter eller skyldigheter enligt artikel 6.1 i Europeiska konventionen (EKMR) den 4/11/1950 om skydd för de mänskliga rättigheterna och de grundläggande friheterna, men denna lag saknar fortfarande följande tillägg av Riksdagen:

dels artikel 19 FEU om oberoende domstolar ska säkerställer effektivt rättsskydd för envar;
dels artikel 13 EKMR om effektiva rättsmedel mot regeringens *oöverklagbara* normbeslut;
dels artikel 14 EKMR om förbudet mot diskriminering om "*något som ras, hudfärg, språk, religion, politisk eller annan åsikt, nationellt eller socialt ursprung, tillhörighet till en nationell minoritet, egendom, börd eller annan ställning*", vilka saknas för den klagande med säkerhetsåtgärder artikel 10 GDPR. Dold hemvist mobbas av vissa aktörer i "Rätts-Sverige".

HFD:s beslut om rättsprövning 4, ska innehålla MOTPART och anhängiggjord rättsprövning, ren lagtolkning, kontroll av faktabedömning och bevisvärdering enligt kraven på saklighet, opartiskhet och allas likhet inför lagen, EU förordning nr 1393/2007 och artikel 10 i GDPR.

Barcelona den 7/2/2026 Jur. kand. Yannike Bergling PN 127956 se www.ACPdemot.eu

- | | |
|---------|---|
| Bil ./. | 20/11/2025, Belgiens nya ACP lag år 2025 : "Réforme urgente du régime juridique de la copropriété de protéger efficacement les copropriétaires » |
| Bil ./. | INF/2022/2022 Formal notice to Sweden of the Systematic Breach of GDPR |
| Bil A | 28/11/2008, Belgiens riksåklagare och Federala Kriminalpolisen |
| Bil B | År 2005, Karolinska sjukhusets neurolog om svenske <i>leg läk</i> Österholms brott |
| Bil C | 29/12/2013, SKV:s <i>oöverklagbara</i> Missiv om avregistrerad i folkbokföringen |
| Bil D | 24/09/2024, Partsinlaga A Förvaltningsrättens i Stockholm dom mål 15961-24 |
| Bil E | 27/01/2026, Personuppgift Skyddad på www.verksam.se |
| Bil F | 03/04/2019, Personbevis av belgiska FEDNOT, "Samfundet" för BEL Notarier |
| Bil 1 | Regeringens Förordning (2017:868) med instruktion för Länsrätterna |
| Bil 2 | Regeringens Myndighetsförordning (2007:515) |
| Bil 3 A | 06/08/2018, Begäran om bistånd med delgivning av belgisk kronofogde "SDS" |
| Bil 3 B | 18/11/2025, Länsstyrelsen Stockholm e-post av Registrator UTAN NAMN |
| Bil 4 | 07/09/2018, Svenskt personbevis över Utvandrad 29/12/2013 och raderad |
| Bil 5 | 05/01/2026, Bevis om konkurs av Box 397, 1321 m.fl. av Stockholms tingsrätt |
| Bil 6 | 07/09/2018, Länsstyrelsens Stockholm EU Intyg med signatur och stämpel |
| Bil 7 | 26/12/2018, Dom RG 2018/5904/A om gåvan 37.912 € till advokat Holslag |
| Bil 8 | 17/06/2019, Dom RG 19/5216/B av domare, notarie, CEW law och 15 boxar |
| Bil 9 A | 06/10/2017, Retur av Dom 2016AR718 till Hovrätten i Bryssel |
| Bil 9 B | 27/11/2015, Dom RG 11/5214/A delgavs: Box 15 Rue De Mot 18 för 20 000 € |
| Bil 9 C | 06/10/2016, Retur av REK brev Bergling-INCORPORE SA i frivillig likvidation |
| Bil 9 D | Hovrättens Akt om processfel om " <i>parcelle 427/y2 à la Rue Demot 18-20-22</i> " |
| Bil 10 | 12/11/2024, MEA CULPA 185 520 € av 3 kronofogdar på Forseti lex |
| Bil 11 | 21/09/2018, "SDS:s" stämningsansökan med ej existerande 2 st. box nr |
| Bil 12 | 12/02/2025, Akt RG 18/5904/A betalad och utlämnad av domstolen |
| Bil 13 | 06/04/2017, Köpeavtal av lägenhet A1 av advokat Holslag hos notarien |
| Bil 14 | 25/07/2023, DN Debatt av domare Öberg EU-domstolen <u>utan referens till RF</u> |